

**Le
désastre
yougoslave**

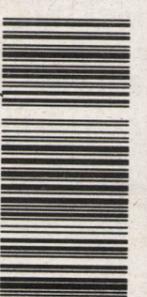
LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1294 - 23 avril 1993 - prix : 9 F

**LES DÉMAGOGUES NATIONALISTES
CONDUISENT LES PEUPLES
AU MASSACRE,
LES RESPONSABLES OCCIDENTAUX
COMPTENT LES POINTS**



M6189 - 1294 - 9,00 F



**L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER**

Le désastre yougoslave

LES DÉMAGOGUES NATIONALISTES CONDUISENT LES PEUPLES AU MASSACRE

LES RESPONSABLES OCCIDENTAUX COMPTENT LES POINTS

■ Il y a de quoi être ému et indigné devant les images de Srebrenica, de ses quartiers transformés en ruines, de ses gosses rendus aveugles ou mutilés à vie, de ses habitants poussés à fuir. Le sort de cette petite enclave musulmane en train d'être prise par des bandes armées serbes résume à elle seule la guerre en Bosnie et au-delà, le déchirement de ce pays il n'y a pas longtemps uni qu'était la Yougoslavie.

Les peuples de ce pays parlent pour la plupart la même langue. Ils ont coexisté pendant plusieurs décennies et se sont mélangés au point que pour beaucoup de jeunes l'origine ethnique a perdu toute signification. Ils sont néanmoins dressés aujourd'hui les uns contre les autres dans une guerre sanglante.

A Srebrenica, les agresseurs sont des bandes armées serbes, soutenues par l'armée serbe. Et ce sont les idéologues de cette nationalité qui ont clamé le plus fort le projet abject de "purification ethnique" qui consiste à chasser par la violence d'un territoire la nationalité proclamée ennemie pour prendre sa place. Mais au même moment où les milices serbes achèvent la conquête de Srebrenica, d'autres milices, croates celles-là, conquièrent pour leur propre compte d'autres villages ou villes de Bosnie sans avoir droit à la même publicité de la part des médias occidentaux ou à la présence du fameux général Morillon, car on a choisi une fois pour toutes de nous dire que les agresseurs dans l'ex-Yougoslavie ce sont les Serbes, et personne d'autre.

Mais si les milices serbes ont

leur part, les milices croates, musulmanes ou autres ont toutes la leur dans la terrible situation qui est aujourd'hui celle de l'ex-Yougoslavie.

Ce qui a conduit ce pays à la guerre actuelle, c'est le fait que les courants de droite et d'extrême-droite se sont renforcés là-bas comme partout dans le monde. Les politiciens démagogues ont noyé les problèmes économiques dans des revendications nationalistes, en dressant Serbes contre Musulmans, Croates contre Serbes, en rendant le peuple d'à côté, voire l'autre ethnie du même village, responsables de tous les maux.

Et le drame des travailleurs, des exploités de l'ex-Yougoslavie, c'est de ne pas avoir été en situation de faire passer leur solidarité de travailleurs et d'exploités avant les fausses solidarités ethniques ou religieuses que les chefs de bandes nationalistes leur ont imposées.

C'est en invoquant l'intérêt national qu'on a entraîné les exploités de ce qui fut la Yougoslavie dans une guerre où ils n'ont à gagner que du sang et des larmes. En réalité ils servent de chair à canon à des oppresseurs de leur propre nationalité.

S'il y a de quoi en être révolté, il y a, aussi, de quoi être écoeuré par l'hypocrisie de toutes les puissances occidentales et de leurs dirigeants politiques.

Leur responsabilité n'est pas de ne pas être intervenus militairement jusqu'à présent, contrairement à ce que réclament les plus va-t-en-guerre d'entre eux. Lorsque les grandes puissances interviennent, ce n'est pas pour défendre les peuples, mais pour imposer

la solution la plus conforme à leurs propres intérêts. En Somalie les troupes occidentales intervenues sous l'égide de l'ONU ne l'ont pas fait pour aider les gens face aux bandes armées rivales, mais pour sélectionner la bande armée la plus puissante afin de lui confier le soin de maintenir l'ordre.

Au fond, c'est ce qui se passe, aussi, en Yougoslavie. Les grandes puissances ont une grande part de responsabilité dans la situation. Elles ont toutes contribué à l'éclatement de la Yougoslavie, en soutenant, en fonction de leurs propres intérêts, les unes l'hégémonie des dirigeants serbes, les autres le séparatisme des dirigeants croates ou slovènes. Puis, lorsqu'elles étaient débordées par les agissements des différentes bandes armées, les grandes puissances ont attendu tranquillement que se sélectionnent les bandes les plus puissantes, avec lesquelles elles pourront ensuite négocier pour trouver les modalités du rétablissement d'un ordre.

Pendant que Kouchner puis Morillon font les guignols devant les caméras, imités par tous les ministres qui font un tour publicitaire en Bosnie, les chefs de bandes armées continuent à massacrer jusqu'à ce que le rapport des forces sur le terrain établisse un ordre, même provisoire, que les grandes puissances de ce monde cautionneront. Mais pour les peuples de l'ex-Yougoslavie, ce sera l'ordre des cimetières, jusqu'à ce qu'ils aient la force et la volonté d'empêcher leurs dirigeants et ceux des grandes puissances de décider pour eux.

Arlette LAGUILLER

Balladur annonce "sacrifices" et "mesures impopulaires"



Balladur et ses transats, à Chamonix : mais ce sont les travailleurs qui vont devoir les allonger.

ON A DÉJÀ DONNÉ !

Balladur est allé répéter dans l'émission d'Anne Sinclair, 7 sur 7, ce qu'il avait déjà expliqué devant les députés lors de sa déclaration de politique générale. Certains commentateurs, voulant renouveler les platitudes sur ses costumes bien coupés, ont cru noter que la couleur de sa cravate, mauve à motifs verts, était assortie aux yeux de la présentatrice. Etre "bon chic, bon genre" est vraiment un combat de tous les instants. Mais, en attendant, le nouveau Premier ministre promet aux travailleurs... la ceinture.

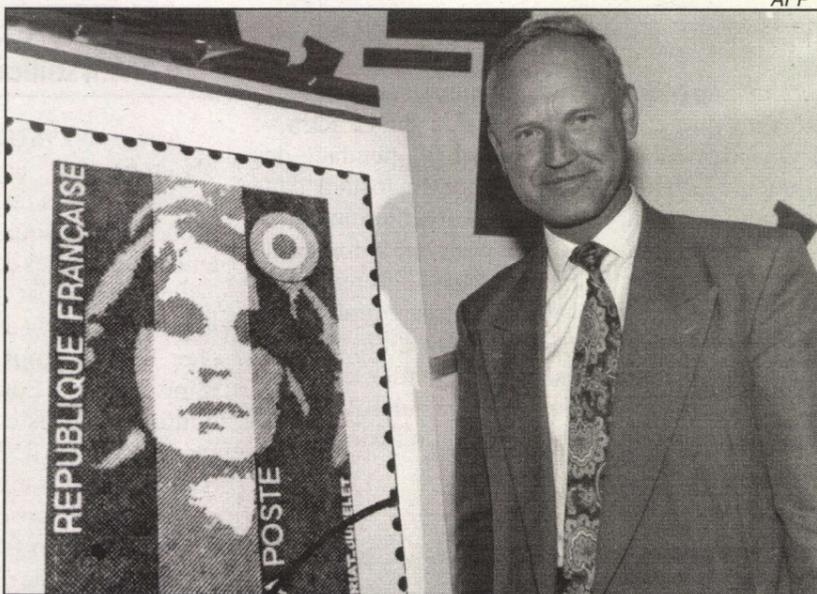
En effet, devant les députés, il avait poussé son petit refrain sur "l'appel à l'effort" : "J'en prévient l'opinion publique, nous serons obligés de demander à tous des sacrifices pour assurer le redressement".

A la télévision, il a récidivé : "Le gouvernement sera conduit à demander des sacrifices à tout le monde". Le "tout le monde" est, on l'aura compris de la part d'un homme si bien élevé, une simple formule de politesse, et les sacrifices viendront une fois de plus frapper ceux qui n'ont déjà pas cessé d'en faire depuis des années, sous tous les gouvernements successifs, qu'ils se disent de gauche ou de droite.

Voilà décidément une rengaine qu'on n'a déjà que trop entendue et surtout des efforts que les travailleurs ont fait plus qu'à leur tour.

Alors, à quelle sauce la classe ouvrière va-t-elle être mangée sous Balladur ? Le suspense devrait durer encore une quinzaine de jours, puisqu'il devrait alors avoir décidé quel impôt sera augmenté : la CSG, la TVA ou les impôts directs. Officiellement, il s'agira de réduire les déficits budgétaires, mais

Le nouveau timbre des PPTT : sans indication de prix pour pouvoir l'augmenter à volonté !



comme d'habitude ce ne sera qu'un prétexte à racler le fond des poches des travailleurs.

En attendant, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Pendant que les uns font sacrifices et efforts, à d'autres Balladur propose des cadeaux. Et pour ne pas changer, les premiers servis doivent être les chefs d'entreprise, des grandes aux petites.

Pour redémarrer la construction de logements, et donc les affaires des constructeurs et des promoteurs, "des allègements fiscaux encourageront l'accession à la propriété, ainsi que la relance du logement locatif". Là encore, la recette n'est pas nouvelle, c'est celle de tous les gouvernements depuis des lustres : la carotte fiscale est censée faire tourner les bétonnières. Les prédécesseurs n'en ont pas été avarés mais ils n'ont pu empêcher le krach de l'immobilier.

Pour relancer la pompe il faudrait donc que la carotte soit particulièrement juteuse, or on nous prévient déjà que ce ne sera pas vraiment le cas. Balladur, comme son prédécesseur, pourrait bientôt en être réduit à constater la baisse de la construction de logements, aujourd'hui

d'hui aussi faible qu'en 1954.

Pour faciliter la vie des chefs d'entreprise, le Premier ministre propose d'apporter une solution au décalage d'un mois existant actuellement sur le paiement de la TVA. Cela reviendrait, joli cadeau financier aux patrons, à retarder un versement des entreprises au Trésor public d'un montant global de 100 milliards de francs. Il envisage aussi des prêts bonifiés aux PME-PMI et la simplification de la transmission des entreprises et "l'allègement des charges qui pèsent sur l'emploi".

Enfin, pour faire un geste en direction des petits commerçants, Balladur vient de proposer, devant un parterre de sénateurs, un gel des implantations de grandes surfaces. Un gel certes provisoire, mais il espère peut-être que cette partie de la clientèle électorale qu'il entend ici flatter se contentera de ce geste de bonne volonté.

Décidément, Balladur n'a rien de mieux, ni de bien différent, à proposer que son prédécesseur Bérégovoy. Ah, qu'il est (balla)dur de faire du neuf avec du vieux !

J. F.

Baisse des taux d'intérêt

UNE BONNE AFFAIRE POUR LES BANQUES

Répondant aux souhaits du nouveau gouvernement, la Banque de France vient successivement de baisser plusieurs de ses taux de référence. Ce mouvement, à défaut de provoquer la relance de l'économie, devrait au moins abaisser le coût du crédit.

Or si les banques bénéficient ainsi de conditions de refinancement plus avantageuses, elles ne consentent que du bout des lèvres à répercuter cette baisse des taux d'intérêts sur les crédits aux particuliers et aux petites entreprises.

Bien sûr, concurrence oblige, depuis la mi-avril la plupart des grands établissements ont annoncé à la suite du Crédit du Nord et de la Société Générale qu'ils consentaient à abaisser leur taux de base de 0,25%. Mais ce geste est loin de répercuter la totalité de l'évolution qu'ont connue les taux d'intérêt depuis plusieurs semaines.

Soit dit en passant, la plupart des banques se financent de toute façon à peu de frais en prêtant l'argent déposé par leurs clients sur des comptes non ou faiblement rémunérés. Mais, qui plus est, elles ne se cachent pas de vouloir, en retardant la répercussion de la baisse, profiter de cette amélioration sur les marchés monétaires pour accroître leurs profits, malmenés par la crise économique et leurs revers dans la spéculation immobilière.

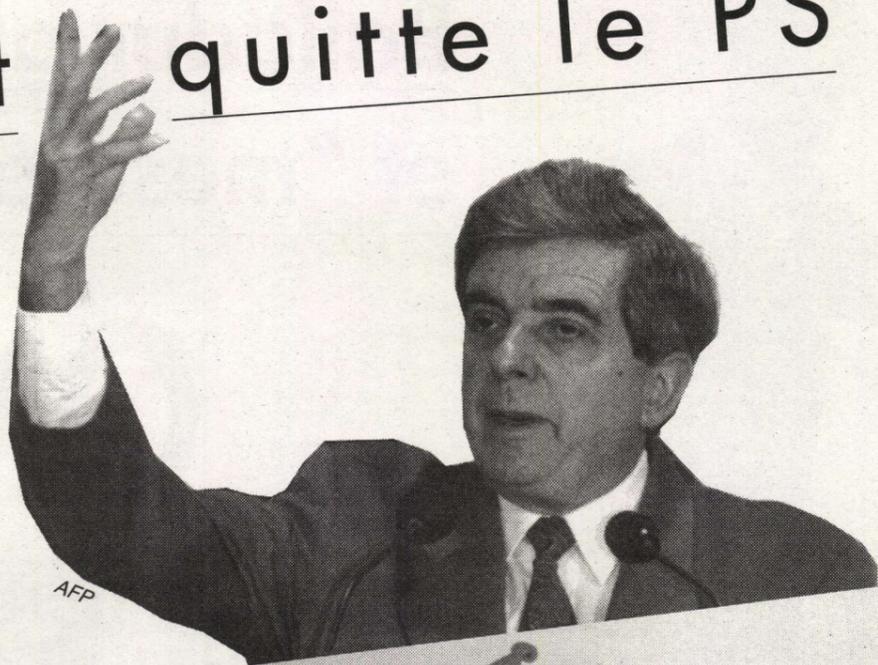
Comme quoi, à défaut de relancer les investissements comme le prétendait Balladur, cette baisse des taux d'intérêt n'est en tout cas pas perdue pour tout le monde !

La souscription

La souscription pour notre campagne aux dernières élections législatives a recueilli, selon les derniers chiffres parvenus :
1 476 771 F.

Chevènement quitte le PS

L'ITINÉRAIRE D'UN POLITICIEN "PATRIOTE" ET "RÉPUBLICAIN"



Illustrant le principe selon lequel, quand deux crocodiles se retrouvent dans un même marigot, l'un d'eux est de trop, Jean-Pierre Chevènement vient de laisser la place à Rocard dans la mare aux éléphants du PS... avec l'espoir proclamé qu'il y pataugera assez pour s'y embourber.

Pour avoir la moindre chance dans la course à l'Elysée, Chevènement – comme les autres caciques du PS – ne peut compter que sur un échec du "big bang" rocardien, mais aussi sur celui d'autres concurrents (Fabius, Delors voire Jospin) dans une course où, si beaucoup se considèrent comme appelés, il n'y aura forcément qu'un élu.

Les charmes de la pyramide

Cela ne fait jamais que près de trente ans que Chevènement se trouvait au PS puis à sa direction, mais il aurait donc maintenant découvert que celui-ci n'est pas réformable car, d'après lui, "il faut faire place au débat d'idées (mais) ce n'est pas à partir d'une structure qui est une pyramide (...) de fédérations gonflées de vraies-fausses cartes qu'on peut avoir un débat honnête" ! Mais il faut croire que Chevènement aimait bien gravir les marches de ladite pyramide, lui qui, dès 1981, avait rang de super-ministre (ministre d'Etat) et qui, jusqu'à une date récente, fut de presque tous les gouvernements socialistes.

Chevènement proclame que "ceux qui ont cautionné pendant tant et tant d'années une politique (...) sanctionnée par le corps électoral ne sont pas qualifiés pour proposer

une autre politique", au risque de s'entendre dire que cela vaut pour lui. Quand on est un homme politique de la bourgeoisie qui non content d'avoir un passé aspire à un avenir, cela fait partie du jeu que de faire croire qu'on est différent. Mais tout prouve le contraire.

Dès son affiliation à la SFIO en 1964, Chevènement

Chevènement entretint la coquille vide du CERES et cela lui suffit, pendant des années, tout en restant dans l'ombre d'un Mitterrand accédant au pouvoir, à donner de lui une image "différente".

Différente en quoi ? Bien malin qui pourrait le dire précisément ! En effet, en même temps qu'il restait solidaire de Mitterrand et s'assurait ainsi

Chantre de la "Marseillaise"...

Ainsi, en 1981-82, il sembla reprocher au Premier ministre d'alors une politique économique risquant de coûter cher en termes de chômage – il ne prenait pas de risque à le pronostiquer – et de coûter cher aux patrons. Devenu ministre de l'Education, il donna à voir ses états d'âme face aux reculs de Mitterrand devant les partisans de l'école privée et religieuse – un clin d'oeil à gauche – en même temps – œillade à droite – qu'il prit des mesures pour que l'on rétablisse les cours d'éducation civique et réapprenne la Marseillaise aux écoliers.

... et du lobby pro-Irakien

Même chose lors de son passage à la Défense : il se servit du "show" militaire de la célébration de la bataille de Valmy, pour tirer un coup de chapeau à la Révolution française en même temps qu'à l'armée actuelle. Et si certains – notamment à la direction du PCF – applaudirent à la démission de Chevènement en pleine guerre du Golfe, ils fermèrent les yeux sur les considérations réelles qui avaient dicté ce geste : Chevènement trouvait là à se démarquer d'un Mitterrand dont l'étoile avait déjà passablement pâli, mais se faisait aussi

le porte-parole de l'ancien lobby pro-irakien du monde politico-affairiste français, nébuleuse dans laquelle on trouvait pêle-mêle Chirac, des marchands de canons, des responsables de l'industrie nucléaire, de hauts gradés de l'état-major.

Chevènement a ainsi cultivé une "différence" de quelques vagues clignements d'yeux à sa gauche sans jamais perdre de vue sa droite, les gaullistes notamment. Et il ne fait pas mystère de son intention de persister quand il explique que son Mouvement des Citoyens "vise à rassembler des socialistes et des communistes, des gaullistes, des républicains, des patriotes, des écologistes qui ne confondent pas leur main droite et leur main gauche".

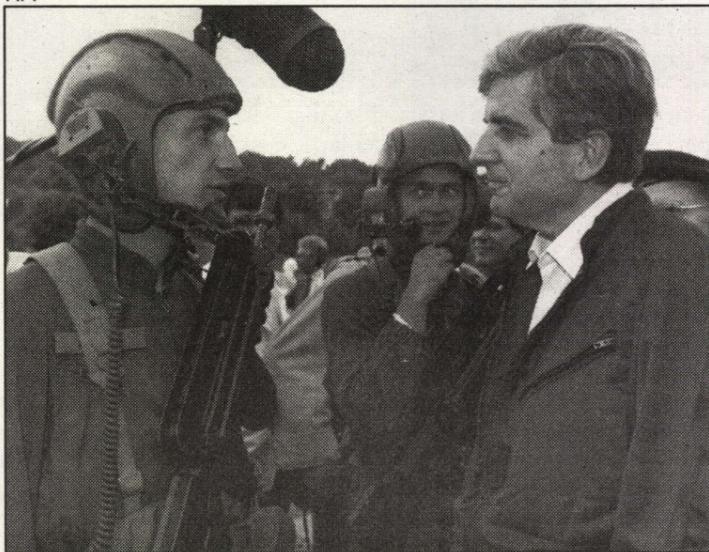
Chevènement ne les confond pas non plus puisqu'il se sert de l'une comme de l'autre pour, en politicien averti, ratisser large. Que cela lui permette d'accéder au pouvoir, c'est une autre paire de manches. Même si dans l'une il a déjà mis le dernier député PS de Paris, Georges Sarre, et l'ex-ministre "communiste" Fiterman, cela fait un peu maigre comme atouts.

Ah, si seulement des élus gaullistes et des notables socialistes en nombre un peu conséquent voulaient bien croire en l'étoile du député-maire "républicain et patriote" de Belfort, cela pourrait changer le cours du Chevènement.

Mais pas vraiment la marche des événements !

P.L.

AFP



Pour faire chanter la Marseillaise, Chevènement a eu plus de chance avec les gradés qu'avec les écoliers...

chercha à construire cet "avenir" – le sien – autour du CERES, un de ces clubs ne rassemblant pas grand-monde mais fort prisés de certains hommes politiques car permettant de faire croire que leurs animateurs ont un "projet". Rocard avait le petit PSU,

les maroquins de ministre de la Recherche puis de l'Education Nationale et enfin de la Défense, Chevènement eut soin de semer son parcours de petits mots assez forts pour être entendus, mais suffisamment flous pour l'être de différentes manières.



Ph. Kagan

L'enquête sur les données sociales de l'INSEE

LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Les accidents du travail augmentent, en particulier dans le bâtiment, constate l'INSEE..

L'Institut national de la statistique (INSEE) vient de publier son enquête sur les données sociales couvrant la période de 1984 à 1991. Certains, résolument optimistes, ont choisi d'y voir surtout ce qu'elle présentait de réconfortant sur la "modernité" d'un pays désormais équipé à 77 % d'automobiles, à 94 % de téléphone, à 95 % de télévision, à 93 % de baignoires ou de douches et à 94 % de WC intérieurs. Mais cette enquête est surtout marquante par le constat qu'elle fait de la dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière, qui s'est approfondie ces dernières années.

"Les pénibilités et les nuisances déclarées par les salariés augmentent fortement entre mars 1984 et mars 1991, constate l'enquête. A rythme plus intense, les conditions de travail sont moins supportables, la croissance des contraintes de rythme entraîne une dégradation de la situation".

En effet, "en 1991, 56 % des ouvriers déclarent être soumis à des normes de production ou à des délais à respecter en une journée au maximum contre 31 % en 1984".

DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL...

Il y a quelques années, on nous vantait les mérites de la "mutation technologique"; l'enquête constate que robots et machines à commande numérique ne concernent que 3 % des travailleurs. D'autre part, les investissements nécessaires à la mise en place de ces machines souvent très coûteuses incitent les patrons à allonger la durée d'utilisation de ces équipements, et donc à recourir plus souvent au travail posté, en équipes et de nuit, d'où une dégradation des conditions de vie.

Le travail à la chaîne touche désormais en moyenne 20 % des ouvriers et jusqu'à 43 % dans l'industrie agro-alimentaire. L'enquête constate qu'il frappe durement les ouvrières : avant trente ans, quatre ouvrières sur dix travaillent à la chaîne ou à un rythme imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce par la cadence automatique d'une machine.

Et c'est une situation qui peut se prolonger. "En 1991, note l'enquête, avoir un rythme de travail imposé par la cadence automatique d'une machine est presque aussi fréquent parmi les ouvrières de quarante à quarante-quatre ans que parmi celles de moins de trente ans".

Les week-ends ne sont plus préservés. Le travail posté et le recours à des équipes en fin de semaine ont fortement augmenté, notamment dans les secteurs de l'énergie et de la chimie. 9 millions de salariés travaillent le samedi, surtout dans les petites entreprises. Les PME imposent en effet à 28 % de leurs employés de travailler le samedi, contre 20 % dans les grandes entreprises. En sept ans, le nombre de salariés qui travaillent le samedi a augmenté de 17 %. C'est dans l'industrie que cette augmentation est la plus forte, puisqu'elle grimpe à 40 %.

4 millions de salariés (21 % du total) travaillent habituellement le dimanche ou certains dimanches de l'année. La moitié des salariés travaillent même un dimanche sur quatre.

Enfin le travail de nuit est imposé à 12 % des salariés. Dans les entreprises de plus de mille personnes, 22 % du personnel est appelé à assurer du travail de nuit. Alors que le nombre d'emplois industriels a diminué de 7 % au cours des sept années de références, le travail de nuit a augmenté d'un pourcentage identique.

Si de nombreux travailleurs en sont réduits à accepter des conditions de travail plus pénibles, c'est souvent dans l'espoir de conserver leur emploi. L'enquête sur ce point n'amène rien qui ne soit déjà trop bien connu.

... SOUS LA PRESSION DE L'ACCROISSEMENT DU CHÔMAGE

Dans l'industrie, le taux de chômage est passé de 9 % en 1982 à 15,6 % en 1990. Chez les ouvriers qualifiés, il a presque doublé en grimpant dans la même période de 5,6 % à 10 %.

Le rapport constate que les disparitions d'emplois dans l'industrie (670 000 entre 1982 et 1990) n'ont pas été compensées par la création d'emplois dans les services. Ceux-ci, souvent créés dans le secteur des services aux entreprises, ont en fait transformé bien des travailleurs en employés de sociétés de nettoyage ou d'entretien prestataires de services des entreprises, mais ce changement d'emploi s'est souvent accompagné d'une dégradation des conditions des travailleurs qui ont dû y recourir pour garder une activité.

"Emplois précaires et chômage partiel, notent les enquêteurs de l'INSEE, redeviennent des outils courants de gestion des effectifs". Après une petite accalmie entre 1987 et 1990, les emplois précaires ont recommencé à croître. Les emplois à temps partiel représentaient 12,5 % des emplois actifs en mars 1992. Enfin le chômage partiel a bondi de 2,4 millions de journées en 1990 à 7,6 millions en 1991. Et cela n'est pas en train de s'arranger !

Ce qu'on appelle pompeusement le "traitement social du chômage" a joué son rôle pour faire diminuer un peu le chômage des moins de 25 ans entre 1984 et 1990. En

revanche, le chômage de longue durée devient de plus en plus sans issue. En mars 1991, 65 % des chômeurs et 68 % des chômeuses de plus de 50 ans l'étaient depuis plus d'un an. Si le chômage n'épargne plus les cadres, on ne compte pas moins quatre fois plus de chômeurs parmi les ouvriers ou les employés que parmi les cadres. Selon l'INSEE, le chômeur-type est une "jeune femme sans diplôme qui vient de perdre un emploi précaire d'employée administrative dans une entreprise".

DE PLUS EN PLUS DE SALAIRES À LA TÊTE DU CLIENT

En même temps que la dégradation des conditions de travail, on a assisté à une dégradation des salaires. Les augmentations individuelles prennent le pas sur les augmentations collectives : elles concernent désormais 60 % des travailleurs contre 45 % en 1985. Si le salaire au mérite reste l'apanage des cadres et des agents de maîtrise, selon l'INSEE, il concernerait désormais la moitié de la classe ouvrière.

Pas étonnant dans ces conditions si l'enquête, après avoir calculé que le patrimoine moyen du Français représente 840 000 F, constate que les membres des professions libérales disposent d'un patrimoine moyen de 3 millions de francs, tandis que celui des ouvriers n'est que de 350 000 francs, soit un écart de un à huit.

L'enquête confirme ainsi qu'au cours des années 80 les inégalités n'ont pas cessé de se creuser, et surtout que le poids principal des sacrifices repose depuis longtemps sur les épaules de la classe ouvrière. Cela semble quelquefois surprendre les commentateurs de l'INSEE, mais malheureusement pas les travailleurs qui ont déjà eu l'occasion de mesurer plus d'une fois ce constat dans leur vie de tous les jours.

Jacques FONTENOY



Le président d'Eurotunnel : le trou se creuse... mais les fonds publics le combleront !

Bull/Gamma

L'ouverture est reportée mais...

LE TUNNEL SOUS LA MANCHE GROUILLE DÉJÀ DE PARASITES

La saga du tunnel sous la Manche vient de connaître un nouveau rebondissement. La société d'exploitation du tunnel, Eurotunnel, vient en effet d'annoncer un nouveau recul de la date d'ouverture, initialement prévue pour le 15 mai 1993. Désormais il n'est même plus question de date prévisionnelle : selon les propres mots du président d'Eurotunnel, lors d'une conférence de presse, "il ouvrira quand il ouvrira", mais à coup sûr pas avant la mi-janvier 1994.

Derrière tout cela, il n'y a apparemment pas de problèmes techniques mais des problèmes de gros sous, opposant le consortium géant Eurotunnel à un autre consortium géant, chargé lui de la réalisation, Transmanche Link. Depuis 1991, ce dernier accuse Eurotunnel de ne pas avoir payé ses dettes sur la première tranche du projet, tandis qu'Eurotunnel accuse Transmanche Link de gonfler outrageusement ses factures. Du coup, Transmanche Link est passé ostensiblement en petite vitesse dans la réalisation des travaux et ral-

longe ses facturations en arguant de temps de réalisation plus élevés ; tandis qu'Eurotunnel ne paie ses factures que sou à sou, le plus tard possible et jamais intégralement, tout en réclamant à Transmanche Link des dédommagements pour le retard pris dans le planning des travaux, que ce dernier refuse d'accepter bien entendu.

Or, vu la taille des adversaires, qui regroupent entre eux la fine fleur de la finance, du bâtiment, de l'ingénierie et du transport franco-britanniques, sans compter bien sûr les États, aucune autorité n'a le poids qu'il faudrait pour trancher entre eux.

A ce compte, les choses peuvent traîner longtemps. D'autant plus longtemps que, pendant ce temps, les banques continuent à toucher les intérêts sur les prêts qu'elles ont consentis ; les entreprises exécutantes perçoivent des honoraires pour les travaux effectués ; et toute une bureaucratie de "managers" continue à percevoir de somptueux émoluments et jetons de présence pendant que la machine tourne ainsi au ralenti. Celle-ci peut ainsi tourner pra-

tiquement indéfiniment, pourvu qu'elle puisse continuer à trouver de l'argent frais pour financer cette existence parasitaire. Ce qui est justement la vraie raison du rebondissement actuel - obtenir l'autorisation des gouvernements de lever une rallonge de 7 milliards de francs d'argent frais en sus des 72 milliards déjà engagés.

Et il n'y a pas de raison que les gouvernements fassent la sourde oreille, pas plus cette fois que les fois précédentes. Pour ce qui est de "jouer la pendule", ne donnent-ils pas eux-mêmes l'exemple ? Ainsi le gouvernement anglais en est toujours à hésiter sur le choix du site de la future gare londonienne qui devrait recevoir les trains en provenance du tunnel, et à rechercher les finances pour commencer les travaux que nécessitent les rames du TGV transmanche et surtout l'augmentation du trafic qui en résultera...

Mais pourquoi y mettre un terme, tant qu'elles permettent à tant de monde de se remplir les poches ?

F.R.

LE RMI SE PORTE BIEN

575 000 personnes touchaient le RMI en 1992, soit 17,8 % de plus en un an. Près de la moitié ont moins de 35 ans et ils sont en majorité inscrits à l'ANPE.

Le RMI a de l'avenir. Les patrons et les bourgeois, avides de profits, se chargent de fabriquer des chômeurs qui, en fin de droits, iront rejoindre les RMistes.

Nos lecteurs écrivent

Comment on nous oriente vers le travail sans salaire

Je suis à la recherche d'un emploi à la suite d'un licenciement économique. J'envisageais donc de préparer une école d'aide-soignante. Mais, m'a expliqué une responsable de l'Hôpital de Bourges, "vous devez justifier d'un mois d'expérience dans le milieu hospitalier".

Comment faire d'ici septembre, date de l'examen ? "Eh bien, vous n'avez qu'à demander de faire un stage gratuit en clinique privée" !

Sans sourciller, comme quelqu'un qui a l'habitude de faire ce type de réponse, il lui paraît donc tout naturel de livrer de la main-d'œuvre gratuite aux cliniques et aux hôpitaux.

Et effectivement, renseignements pris, aussi bien à l'hôpital de Bourges que dans les maisons de retraite ou dans les cliniques privées, on peut trouver de nombreux embauchés à titre gracieux.

J'ai trouvé ces pratiques et cette réponse particulièrement révoltantes, et je tiens à le faire savoir.

M.P. BOURGES

UN MALHEUREUX DE PLUS

Michelin, qui a supprimé 29 000 emplois en trois ans, a déclaré sur France Inter que "licencier du monde est un drame épouvantable". Mais puisque ça fait gonfler la fortune de la famille Michelin, ça ne l'empêche pas de continuer.

Il a même profité de l'émission pour demander au gouvernement que les charges salariales ne soient versées par les patrons qu'après qu'ils auront vendu les produits, et non en même temps que le paiement des salaires.

Pâs dégonflé, François Michelin !



18e arrondissement : conférence de presse de victimes des violences policières.

MAIS QUE FAIT DONC LA POLICE ?

Samedi 17 avril, près de Rouen, un garage est dévalisé. Un voisin appelle la police. Dix minutes plus tard, c'est le fils de cet homme qui appelle au secours : son père se fait rouer de coups par trois individus.

"Ne vous inquiétez pas, ce sont des hommes à nous", lui répond le commissariat. Résultat : le témoin est à l'hôpital avec 15 points de suture, deux côtes cassées et un traumatisme crânien.

Rouen, Wattrelos, 18e arrondissement de Paris, Arcachon, Savoie : il n'y a vraiment pas de quoi s'inquiéter... puisqu'on vous dit que la police vous protège !

Banque de France

INDEPENDANTE, MAIS PAS DU GRAND CAPITAL

Quand un ministre des Finances rencontre un Premier ministre, de quoi parlent-ils ? De la réforme de la Banque de France. C'est ainsi qu'Alphandéry a présenté à Balladur son projet pour donner une plus grande autonomie à la Banque de France.

Pour l'essentiel, il s'agirait de greffer, sur la structure actuelle de la Banque de France, un "conseil de la politique monétaire" censé incarner l'indépendance de cet établissement. Certes, ses membres seront élus - et non révocables - pour six ans et ils ne devraient pas être choisis uniquement par l'État. On préférerait qu'ils aient l'air de "sages" plutôt que de dépendre de choix politiques, puisqu'on ne veut plus que le gouvernement ait l'air de pouvoir, par exemple, manipuler les taux d'intérêts au gré des circonstances. Cependant le gouverneur sera nommé en conseil des ministres.

Ce simple fait en dit assez long sur les limites toutes relatives de l'autono-

mie envisagée. La Banque de France sera à peu près aussi indépendante du pouvoir politique qu'elle l'est restée des intérêts généraux des établissements bancaires après la nationalisation de 1945, c'est-à-dire pas beaucoup, beaucoup !

L'un des buts de cette réforme est d'unifier les comportements des établissements bancaires européens, notamment la France et l'Allemagne, dans le cadre de ce qui a été prévu par le traité de Maastricht pour l'unification ultérieure de la monnaie européenne.

Cette réforme essentiellement technique permettra que s'articulent un peu plus clairement les rapports entre le pouvoir politique et ceux qui détiennent la clé du coffre, mais ce changement est finalement de pure forme. D'ailleurs, à ce niveau de responsabilités, les hommes de la bourgeoisie sont en partie interchangeables et font de toute façon ce que dictent les intérêts généraux de leur classe sociale. Et même indépendants les uns des autres, ils ne peuvent

pas l'être du grand capital. En Allemagne, exemple cité tant de fois où la Bundesbank serait autonome par rapport au pouvoir politique, on n'a jamais vu de rupture spectaculaire entre son gouverneur et le chancelier sur des orientations générales concernant les intérêts généraux du capitalisme allemand.

En revanche, il n'est pas exclu que cette réformette soit l'occasion de remettre à leur place certains établissements financiers, comme la Caisse des Dépôts et Consignations, qui, en se comportant tantôt comme des établissements publics et tantôt comme des entreprises privées, font de l'ombre à certains banquiers. De même, la gestion des comptes commerciaux que la Banque de France a développée ces dernières années pourrait ainsi être remise à d'autres établissements bancaires. Bref, certains banquiers seraient matériellement "intéressés" par cette réforme.

J.F.

Élections européennes

BALLADUR A LA RECHERCHE D'UN SCRUTIN SUR MESURE

Les députés français siégeant à l'Assemblée européenne de Strasbourg n'auraient qu'un défaut : celui de ne pas être assez près des électeurs. C'est du moins ce que prétend Balladur qui vient donc de proposer que, désormais, l'on procède non plus à l'échelle de tout le pays pour élire les députés européens, mais région par région.

Parce que les conseillers régionaux, eux, seraient près des gens ? Encore faudrait-il se souvenir de qui sont les élus de sa région ! En fait, bien sûr, Balladur a trouvé le premier prétexte venu pour essayer d'éviter que le prochain scrutin européen, en 1994, ne tourne en eau de boudin pour le RPR et son chef, Chirac, à un an de l'élection présidentielle.

Avec les résultats du RPR aux dernières législatives, Chirac a semble-t-il pris une bonne longueur d'avance dans la course à l'Élysée sur ses alliés-rivaux de droite, à commencer par Giscard. Et l'important pour lui, bien sûr, est d'éviter de perdre son avance d'ici à la présidentielle, fixée pour l'instant à 1995.

Or, lors des précédents scrutins européens, les giscardocentristes de l'UDF ont systématiquement devancé les candidats du RPR, et il pourrait en aller de même l'an prochain. Avec un handicap de plus pour le RPR : tiraillé qu'il est entre les "européens" Balladur, Chirac, Juppé et les "anti-européens" Pasqua, Séguin et autres Debré, le RPR courrait même le risque de voir ses ténors s'étriper en public, sinon constituer des listes concurrentes.

Balladur croyait, en proposant de régionaliser le scrutin, avoir résolu le problème : Séguin aurait conduit une liste "anti-Maastricht" en Lorraine, Juppé une "pro-Maastricht" en région parisienne, et Chirac aurait fait coup double. Car évidemment il aurait finalement additionné les voix des uns et des autres sous le sigle RPR. Et de plus même si, comme c'est probable, l'UDF devançait le RPR, Giscard réduit au rang de tête de liste UDF de la région Auvergne ne pourrait pas se targuer d'avoir devancé personnellement Chirac dans un scrutin d'envergure nationale.

Quand on vous disait que l'important c'était de rapprocher les députés des électeurs...

Bien sûr, les dirigeants UDF - qui ont autant de raisons de conserver l'actuel mode de scrutin européen que Chirac a de vouloir en changer - ne sont pas moins faux cul quand, tels Millon, Galland ou Barrot ils invoquent à l'appui de leur position la nécessité de préserver "la seule loi électorale qui permet la représentation des minorités".

A moins, bien sûr, que devant les appétits de Chirac et du RPR, les giscardocentristes ne se prennent pour une espèce en voie de disparition...

P. L.

Reprise économique

POURQUOI SŒUR ANNE NE VOIT RIEN VENIR...

Baisse des taux d'intérêts, réforme de la Banque de France, il n'est pas un sujet économique qui ne donne l'occasion d'évoquer cette Arlésienne : la reprise économique.

L'Institut national de la statistique (INSEE) a récemment publié les chiffres de la croissance économique pour 1992. On attendait 1,6 %, ce fut 1,2 %.

Les commentateurs de l'INSEE ont désigné du doigt les responsables de cette déception : les grandes entreprises. Leur investissement a plongé de 5,6 %. Et même 5,9 % pour le secteur des matériaux de construction.

Si les grands patrons n'investissent pas, ce n'est pas qu'ils n'ont pas d'argent, mais parce qu'ils préfèrent spéculer. En 1991, le besoin

de financement des entreprises s'était élevé à 74 milliards de francs, somme qu'elles avaient empruntée. En 1992, elles n'ont rien emprunté et ont même constitué une capacité de financement de 71 milliards de francs. Si on admet que les patrons auraient pu emprunter la même somme que l'an dernier pour l'investir, c'est donc 145 milliards qu'elles auraient pu investir dans la production.

Cette attitude du grand patronat a entraîné, en chaîne, baisse d'activité, licenciements, chute des ren-

trées fiscales et recul des prélèvements obligatoires. Et tout cela a creusé le déficit du budget de l'État.

Or, que fait l'État quand il est en déficit ? Il emprunte. Et à qui emprunte-t-il ? Il s'adresse aux marchés financiers où il emprunte l'argent thésaurisé... par les grandes entreprises.

Mais la boucle n'est pas encore bouclée. Dans quelques semaines que fera le gouvernement ? Il augmentera la pression fiscale au nom de la réduction de ses dettes !

Merci, patrons !



*Investir dans
la production,
les capitalistes n'en
ont rien à cirer.
Spéculer en Bourse
ou prêter à l'État
rapporte bien plus...*

AFP

ITALIE

UN PLÉBISCITE

... OUI, MAIS DE QUOI ?

De 82% de "oui" pour le référendum sur la loi électorale pour la désignation du Sénat à 90% pour l'abrogation du financement public des partis ou 70% pour la suppression du ministère de l'Agriculture... le résultat des huit référendums pour lesquels les électeurs italiens étaient consultés les 18 et 19 avril a des allures de plébiscite. Seul fait exception le référendum sur la dépénalisation de la consommation de drogue, qui a d'ailleurs une histoire bien distincte des sept autres et dans lequel le "oui" ne l'a emporté que par 55% des voix.

Reste à savoir évidemment ce qui a été plébiscité... et c'est là que les difficultés commencent.

"LA FIN DU VIEUX RÉGIME" ?

Si l'on s'en tient aux titres des journaux ou aux commentaires des politiciens qui se sont faits les propagandistes du "oui", c'est tout simple : l'Italie se serait prononcée pour la fin de la "partitocratie", l'avènement d'un système politique ayant enfin "les mains propres", ce serait la fin du "vieux régime", voire de la "nomenklatura", et grâce à la

mise en oeuvre d'un système électoral majoritaire l'avènement d'une "seconde république" où la corruption des politiciens disparaîtrait... et l'on en passe.

Il est certain, à voir le résultat, que l'opération politique ou plutôt les diverses opérations politiques en cours ont réussi à présenter ainsi aux électeurs l'enjeu de ces référendums. Mais il est tout aussi évident que c'est une manipulation de l'opinion.

Rappelons que, depuis des mois, l'actualité politique italienne est rythmée par les révélations sur la corruption des partis et les pots-de-vin qu'ils encaissent. Ainsi un nombre impressionnant de

dirigeants politiques se sont retrouvés l'objet d'une inculpation pour corruption. Beaucoup sont aujourd'hui incarcérés à San Vittore, la prison de Milan, et dans un certain nombre d'autres établissements peu habitués à abriter un aussi beau monde. Le chef du Parti Socialiste Bettino Craxi a dû abandonner son poste. D'autres comme le démocrate-chrétien Andreotti, ex-président du Conseil et homme-clé du régime, accusé de collusion avec la Mafia, sont sur la même voie tandis que le héros du jour est le juge milanais Di Pietro, initiateur de l'enquête sur la corruption dite des "manipulite" ("mains propres").

Cette enquête aboutissant à mettre en cause la "partitocratie", la campagne de Mario Segni pour l'abolition du vote à la proportionnelle rendu responsable de l'instabilité gouvernementale, celles de la "Ligue du Nord" contre "Rome la voleuse" et le système politique en général, les campagnes pour un système présidentiel de l'ancien président de la République Cossiga, les enquêtes sur la collusion des politiciens avec la Mafia... tout cela a donc finalement convergé sur ce "oui" aux référendums. La bourgeoisie italienne a fait plébisciter le "neuf" contre le "vieux", même si cela s'est fait dans le désordre et la

cacophonie et a tout de même nécessité l'envoi en prison d'une bonne partie de ses propres politiciens et le sacrifice d'hommes comme Andreotti et Craxi sur l'autel sacramentel du "changement". Mais après tout ce n'est pas bien cher payer car chacun sait que rien n'est moins irremplaçable qu'un politicien bourgeois.

Mais quant à savoir si cela va vraiment ouvrir une nouvelle phase politique, c'est une autre affaire.

ET APRÈS LA CRISE ... LA CRISE ?

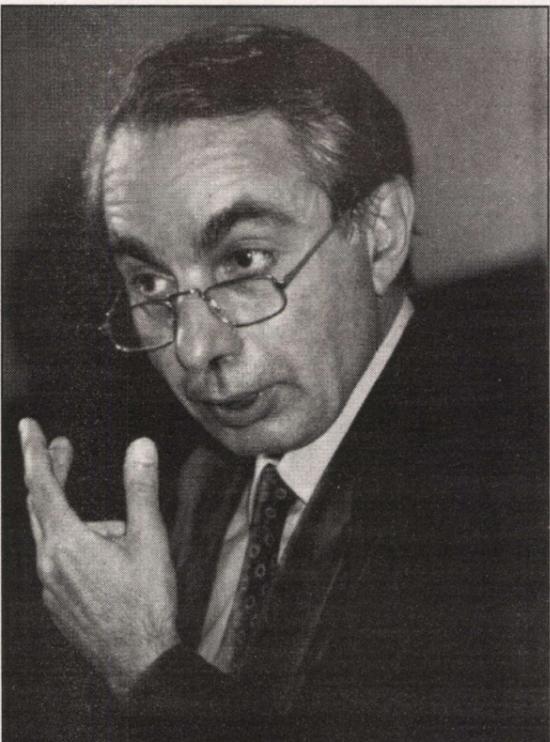
Bien sûr, personne ne se fait faute d'interpréter le "oui" et de lui faire dire que les Italiens veulent un système politique fondé sur le vote majoritaire, comme en France ou en Grande-Bretagne. Mais c'est un mensonge.

D'abord, si cela correspond en effet aux souhaits des sommets de la bourgeoisie, cela étonnerait sans doute la plupart des électeurs du "oui". Ils ont probablement pour beaucoup cru voter "non" à la survie d'un système politique pourri jusqu'à la moelle, alors que leur vote peut surtout servir à le consolider !



Giulio Andreotti, ancien Premier ministre et un des parrains de la Démocratie Chrétienne, accusé d'avoir eu des liens avec la Mafia.

Gamma



G. Amato dont les jours à la tête du gouvernement semblent comptés.

GRANDE-BRETAGNE

Épilogue de la faillite de DAF

LES BUREAUCRATES SYNDICAUX ET LE GOUVERNEMENT SOIGNENT LES PROFITS DES BANQUES

La liquidation du groupe automobile DAF - Grande-Bretagne est dorénavant scellée, deux mois après sa déclaration de faillite. Sur les 5 500 salariés du groupe, 4 500 ont déjà rejoint les rangs des chômeurs ou vont le faire dans les semaines qui viennent. Des cinq usines du groupe, seule restera celle de Birmingham, qui assure le montage de véhicules utilitaires, avec 1 000 salariés, soit 40% de son effectif en février.

Les mêmes banques qui avaient refusé à DAF le rééchelonnement de ses dettes, provoquant ainsi sa faillite, sont derrière le montage financier sur lequel s'appuie ce "plan de sauvetage". Elles se sont tout simplement vendues à l'usine de Birmingham à... elles-mêmes, en prêtant l'argent nécessaire au rachat de l'usine à une société constituée par un certain nombre de ses dirigeants. Et le tour est joué. Moyennant quoi les banques en question, ayant fait une "moins-value" en vendant à perte une usine en déconfiture, peuvent bénéficier de dégrèvements fiscaux substantiels, tandis que l'État versera une confortable subvention au titre de l'aide régionale à la création d'emplois à Leyland-DAF, la "nouvelle"

entreprise ainsi constituée !

Le gouvernement de Major n'a bien sûr rien trouvé à redire à ce tour de passe-passe, lui qui avait refusé tout net de déboursier un sou pour préserver l'emploi des 4 500 salariés aujourd'hui licenciés.

Mais cette avalanche de subsides directs et indirects de l'État n'est pas le seul aspect de cette opération juteuse. Ce sont les 1 000 salariés restants qui risquent, en définitive, de payer le plus gros de la note.

Début avril, les ouvriers de Birmingham ont été placés devant le chantage suivant : ou bien le chômage pour tout le monde, ou l'acceptation d'un nouveau contrat salarial prévoyant l'annulation de toutes les augmentations depuis le début de l'année, une réduction de salaire générale de 5%, l'allongement de la semaine de travail à 41 h ou 43 h suivant les postes (ce qui représente une perte de salaire supplémentaire bien plus importante, de l'ordre de 10% en moyenne) et une réduction des indemnités versées aux malades et aux retraités (pour lesquels les salariés ont pourtant déjà cotisé depuis des années). Mis au vote, ce nouveau contrat a été adopté à une faible majorité le 19 avril,

avec une forte proportion d'abstentions.

Il faut dire que, depuis la mise en faillite de DAF, les dirigeants nationaux des deux principaux syndicats de l'usine ont été sur la brèche. D'abord pour s'opposer à un mouvement de grève spontané déclenché par les premières annonces de licenciements. Ensuite comme entremetteurs entre les banques et le gouvernement d'une part et les travailleurs d'autre part, jetant en particulier tout leur poids dans la balance pour faire avaler aux ouvriers ce nouveau contrat, le premier du genre dans la métallurgie anglaise.

Voilà mises en pratique les offres de services faites par le congrès des syndicats en septembre dernier, pour une collaboration État-patronat-syndicat afin de "redresser l'économie". Ce n'est pas pour autant d'ailleurs que patronat et gouvernement vont se résigner à une telle collaboration ouverte, comme en rêvent les dirigeants syndicaux. Et après tout, pourquoi le feraient-ils, puisqu'ils en ont déjà les avantages sans avoir rien à donner en échange ?

François ROULEAU

Mais ensuite, ce n'est même pas vrai sur le plan formel. Le référendum sur la loi électorale n'aboutit en effet à modifier que le mode d'élection du Sénat. Par l'effet complexe de l'abrogation d'une loi datant de 1948, celui-ci, de majoritaire en principe et proportionnel en fait grâce à un système de répartition des sièges, deviendrait majoritaire dans sa plus grande partie.

Quoi qu'en disent les commentateurs, la question posée aux électeurs n'a donc pas été vraiment, formellement, la question du choix entre vote majoritaire et vote à la proportionnelle.

Mais qui plus est, pour ceux qui souhaitent un système majoritaire à la française ou à l'anglaise, la plus grande partie du travail reste encore à faire : faire passer le système majoritaire pour la Chambre des députés elle-même... ce que personne ne s'est risqué à soumettre à référendum !

Or c'est justement là-dessus que butent les tentatives de réforme du système politique depuis des mois et des années : comment mettre d'accord les différents partis — dont beaucoup, en particulier les petits, y perdraient beaucoup — sur l'adoption d'une telle réforme ? Depuis des mois, une commission des deux Chambres discute de cette question sans en sortir, et pour cause. Les référendums changeront-ils cette situation, c'est encore à voir.

Bien sûr, on parle maintenant de "gouvernement référendaire"; le gouvernement

Amato, de toute façon largement au bout du rouleau, laisserait la place à un gouvernement censé exprimer l'unanimité des urnes des 18 et 19 avril, chargé de faire passer la réforme électorale et de préparer la voie à de nouvelles élections sur le mode majoritaire. Mais tout cela est plus facile à dire qu'à faire. Ce n'est pas parce que les partis allant de la Démocratie-Chrétienne au PDS (ex-Parti Communiste) ont été d'accord pour recommander le "oui" qu'ils vont se trouver d'accord sur un nouveau mode d'élection pour la Chambre des députés, et encore moins sur un nouveau gouvernement.

Il va sans dire que, dans l'hypothèse où malgré tout cela se réaliserait, cela ne voudrait rien dire de bon pour les travailleurs italiens ; même pas l'avènement d'un système politique un peu moins pourri, comme le montre l'exemple du système politique français qui est issu d'une réforme du même ordre opérée par De Gaulle en 1958.

Mais de toute façon le plus probable est, pour l'instant, qu'après ce référendum censé mettre fin aux crises politiques, on assiste surtout à la continuation... de la crise politique.

Dans les deux hypothèses, les électeurs du "oui" n'auront donc pas à attendre longtemps pour constater qu'on s'est payé leur tête. Mais à vrai dire, la plupart n'en seront sans doute, au fond, qu'à moitié surpris !

André FRYSS

**Afrique
du Sud**

**Les suites de l'assassinat
de Chris Hani**

Ostlebroek/Gamma



**L'ANC S'EFFORCE DE CANALISER
LA COLÈRE DES TOWNSHIPS**

Le meurtre du secrétaire général du Parti Communiste Sud-africain, Chris Hani, a suscité une vague de colère qui s'est rapidement étendue de la région de Johannesburg à l'ensemble du pays. Dans les jours qui ont suivi, des manifestations spontanées se sont produites dans les townships où des commissariats de police et des patrouilles de l'armée ont été bombardés à coups de pierres et de bouteilles. Ce n'est que tardivement, pour répondre à cette protestation spontanée qui risquait peut-être de les déborder, que les dirigeants de l'ANC se sont finalement décidés à donner un cadre à ce mouvement pour en prendre la tête et tenter de l'orienter dans un sens moins dangereux.

**La colère des jeunes
des townships**

Dans un premier temps, l'ANC a appelé à un "stayaway", journée de grève où l'on reste chez soi, en même temps qu'à une journée nationale de deuil, pour le 14 avril. Non sans inquiétude si l'on en juge par l'appel au calme de Nelson Mandela diffusé toutes les heures par la radio nationale tout au long de la soirée précédente.

Dans les grands centres industriels, le stayaway semble avoir été pratiquement total. A Soweto, le township géant de la banlieue de Johannesburg, un mee-

ting a réuni dans un stade plus de 60 000 manifestants. Et on a vu Mandela intervenir pour doucher l'ardeur de l'assistance composée en grande partie de jeunes. Répondant sur place au discours enflammé de Peter Mokaba, leader de l'ANC Youth League, la jeunesse de l'ANC, qui parlait - tout rhétoriquement d'ailleurs - de couvrir Soweto de barricades, Mandela a bravé les huées de la foule en rétorquant vivement que le temps n'était plus aux barricades et qu'il n'était pas question de laisser un simple coup de colère balayer des mois de laborieuses négociations.

Pendant ce temps néanmoins, à l'extérieur du stade, des milliers de jeunes s'étaient rassemblés pour se rendre au commissariat central de Soweto, sorte de bunker fortifié de près d'un kilomètre carré. Et il s'en est fallu de peu ce jour-là que le face à face avec les policiers retranchés se transforme en carnage. Car, par provocation ou par peur, on ne saura sans doute jamais, il s'est trouvé des policiers pour tirer dans le tas des manifestants, tuant sur le champ la majorité des 17 victimes de cette journée.

**Le retour de l'état
d'urgence**

Le soir-même du 14 avril, le gouvernement De Klerk annonçait le rappel de

30 000 réservistes dans l'armée et décrétait le Witwatersrand (la zone industrielle de Johannesburg) "zone de trouble civil" pour un mois. Sous un langage nouveau style, c'était le recours à la vieille arme de l'état d'urgence, donnant à la police et à l'armée des droits pratiquement illimités - il est vrai que cette fois, le gouvernement n'a pas pour autant lancé de vagues d'arrestations massives comme il l'a fait si souvent dans le passé.

Mesures destinées à rassurer la population blanche et à damer le pion aux groupes para-militaires d'extrême-droite tels que l'AWB qui proposaient les services de leurs commandos armés aux habitants des banlieues blanches ? Sans doute, mais sans doute aussi De Klerk pouvait-il craindre que le mouvement ne prenne un caractère explosif, que plus personne ne pourrait contrôler.

En tout cas, dans le même temps où il adoptait ces mesures répressives, le gouvernement faisait un geste vis-à-vis de la population noire, annonçant que le meurtre de Chris Hani n'était pas le seul fait d'un individu isolé mais que des personnalités importantes y étaient mêlées. La police laissait en même temps filtrer le nom de Clive Derby-Lewis, militant raciste notoire et l'un des députés les plus en vue du parti conservateur (l'opposition de droite blanche au régime De Klerk), qui depuis a été arrêté et serait sur le point d'être inculpé pour avoir été l'instigateur du meurtre de Hani.

Le problème de l'ANC à ce stade semble avoir été parfaitement résumé par Tokyo Sezwale, leader de l'ANC dans le Witwatersrand et candidat à la succession de Chris Hani : "Si le peuple n'était pas en colère", a-t-il déclaré dans une interview à un journal noir de Soweto, "cela voudrait dire qu'il a abandonné la partie et nous avec. Mais maintenant il nous faut trouver comment canaliser cette colère dans la bonne direction".

Le 18 avril, dans un stade de Soweto bourré à craquer, l'ANC et la confédération syndicale COSATU appelaient à la grève générale pour l'enterrement de Chris Hani, le 19 avril. En même temps Mandela annonçait le lancement d'une campagne de désobéissance civile et de manifestations pour obtenir que soit fixée la date de l'élection de l'assemblée constituante au suffrage universel. Objectif qui était développé le lendemain dans les rassemblements organisés dans tout le pays, "pour empêcher que Chris Hani ait donné sa vie pour rien et que d'autres tombent de la même façon".

Pour l'instant, l'ANC semble avoir réussi à empêcher la colère des townships de prendre un tour explosif. Non sans être contesté néanmoins, au moins parmi les participants aux manifestations et aux meetings de ces derniers jours, comme le montrait par exemple ce slogan visible sur maintes pancartes : "Mandela est libre depuis trois ans ; l'Afrique du Sud, elle, ne l'est toujours pas".

L'avenir dira si l'ANC réussira dans sa tentative de canaliser la colère des townships sur le terrain constitutionnel. En tout cas, cette vague de colère montre à quel point la situation politique reste explosive en Afrique du Sud. Elle montre aussi à quel point les nationalistes, tout en étant prêts à s'appuyer sur la colère des pauvres des townships, sont déterminés à empêcher que cette colère déborde le cadre de la politique de compromis avec la bourgeoisie blanche, en prenant un caractère social et en passant sur le terrain de la lutte de classes.

**L'ANC prend
l'initiative**

Tout comme De Klerk, les dirigeants de l'ANC étaient résolus à endiguer le mouvement de protestation. Dans un premier temps, ils n'ont rien proposé en dehors de la cérémonie mortuaire pour l'enterrement de Hani, prévue pour le 19 avril. Mais entre temps, les manifestations spontanées et les affrontements avec la police se multipliaient. Enfin vint la tuerie du township de Sebokeng, dans la nuit du 17 avril, où un gang fit 19 morts, tirant apparemment au hasard dans les rues. La tension était à son comble.

F. R.

**Au sommaire de
LUTTE DE CLASSE
AVRIL 1993 (N°53)**

URSS :

- Luttés pour le pouvoir sur fond de désagrégation.

FRANCE :

- Les lendemains d'élection.
- L'écologie : d'une idéologie socialement réactionnaire à de (plus ou moins) nouveaux politiciens bourgeois.

GUADELOUPE :

- Les notables nationalistes vers un consensus pour un changement de statut.

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

lutte de classe
Union Communiste Internationale
Pour un parti mondial de la révolution prolétarienne

class struggle
Internationalist Communist Union
For a world-wide party of the proletarian revolution

lucha de clase
Unión Comunista Internacionalista
Por un partido mundial de la revolución proletaria

N° 53
1993
AVRIL
M A I
APRIL
M A Y
MAYO

SOMMAIRE	CONTENTS	SUMARIO
URSS Luttés pour le pouvoir sur fond de désagrégation : 1	The USSR Power struggles in a context of disintegration : 1	URSS Luchas por el poder en fondo de desintegración : 1
France Les lendemains d'élection : 18	France After The elections : 18	Francia Después de las elecciones : 18
L'écologie : d'une idéologie socialement réactionnaire à de (plus ou moins) nouveaux politiciens bourgeois : 28	Ecology : from a socially reactionary ideology to (more or less) new bourgeois politicians : 28	El ecologismo : de una ideología socialmente reaccionaria a políticos burgueses (más o menos) nuevos : 28
Guadeloupe Les notables nationalistes vers un consensus pour un changement de statut : 41	Guadeloupe Nationalist notables towards consensus in a change of status : 41	Guadalupe Los notables nacionalistas hacia un consenso para un cambio de estado : 41

Le Parti Communiste Sud-Africain

UNE POLITIQUE NATIONALISTE MENÉE AU NOM DU COMMUNISME



A un moment où les commentateurs bourgeois de par le monde ont depuis longtemps célébré la "fin du communisme" et enterré les partis communistes, l'Afrique du Sud, avec d'ailleurs quelques pays du Tiers Monde comme l'Inde et les Philippines, fait figure d'exception. La vague de manifestations déclenchée par l'assassinat du leader du Parti Communiste Sud-Africain témoigne sans conteste de la popularité, sinon de l'influence, dont jouit ce parti dans le pays.

Un prestige hérité du radicalisme dans la lutte clandestine

Paradoxalement, le Parti Communiste doit une part de sa popularité à l'anti-communisme du régime de l'Apartheid. C'est en effet au nom de la lutte contre le communisme que fut menée la répression contre les militants noirs. Cela reflétait bien sûr les terreurs de la bourgeoisie blanche. Mais cet anti-communisme ostensible avait aussi pour but de détourner la petite bourgeoisie libérale, métisse et blanche en particulier, et les chefs semi-féodaux noirs, des organisations qui luttèrent contre l'Apartheid. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui encore, dans les townships, le mot de communisme est resté synonyme pour beaucoup du combat des Noirs contre l'Apartheid.

Mais sans doute le Parti Communiste doit-il plus encore sa popularité au rôle qu'il a joué au sein de l'ANC, l'organisation nationaliste noire, qui a été pendant des décennies son principal cadre d'intervention.

Au sein d'une ANC aux contours plutôt flous et mal préparée à la répression, les dirigeants du PC étaient seuls à disposer d'un appareil, petit mais capable de rester efficace dans la clandestinité. Surtout, de tous les courants politiques qui existaient au sein de l'ANC, le PC a été le seul, de par ses origines et sa tradition, à être lié à la classe ouvrière noire, par le biais du mouvement syndical. Un facteur qui est devenu décisif lorsque l'industrialisation massive de l'Afrique du Sud a donné à la classe ouvrière noire un poids social supérieur à celui de toutes les autres couches sociales. Tout cela

permet aux dirigeants du PC de se hisser peu à peu dans les premiers rangs de l'ANC.

Ils menèrent cette politique dans le cadre de la politique nationaliste qui était celle de l'ANC, sans jamais s'en démarquer. Mais en même temps, à certaines périodes, ils surent faire preuve d'un radicalisme qui n'avait rien de contradictoire avec les perspectives nationalistes de l'ANC, mais qui leur permit de gagner la sympathie de nombreux Noirs que le traditionnel nationalisme non-violent de l'ANC ne satisfaisait plus. Ce fut le cas en particulier lorsque des militants du PC se lancèrent dans le terrorisme au début des années 1960, en pleine vague de répression, formant ce qui devait devenir Umkhonto-we-Sizwe, "le fer de lance de la nation", l'aile militaire de l'ANC.

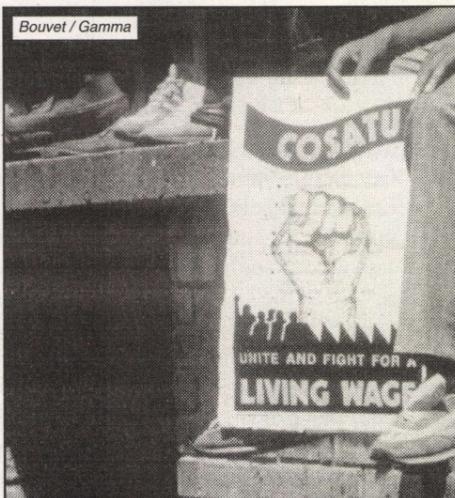
L'encadrement du prolétariat noir au profit des nationalistes

C'est d'ailleurs le prestige de Chris Hani en tant que leader d'Umkhonto-we-Sizwe qui lui a valu d'être élu secrétaire général du Parti Communiste, après la légalisation de celui-ci, et de continuer jusqu'à sa mort à bénéficier de la popularité dont on peut voir les manifestations aujourd'hui.

Pour populaire qu'il soit aujourd'hui dans les townships, ce radicalisme, et en particulier son expression militaire, n'en a pas moins été l'instrument d'une politique visant à contenir tout risque d'explosion incontrôlée qui aurait pu mener la population noire à se détourner de la voie nationaliste.

Au lendemain du soulèvement de Soweto, en 1976, ce furent les prétendus camps d'entraînement d'Umkhonto-we-Sizwe, installés dans les pays limitrophes

de l'Afrique du Sud, qui permirent d'attirer hors du pays, puis d'encadrer et au besoin de mâter, toute une génération de jeunes qui étaient venus à la politique dans le cadre d'une lutte explosive au sein des ghettos et qui, s'ils s'étaient organisés en Afrique du Sud même, auraient risqué d'utiliser leur expérience passée en visant à construire un mouvement radical basé sur la population des townships, c'est-à-dire sur le prolétariat.



Affiche du syndicat dirigé par le PC et réclamant des salaires permettant de vivre.

Quelques années plus tard, en 1984, à un moment où justement les townships se soulevaient en Afrique du Sud, quelques milliers de ces jeunes, las de se voir refuser le droit de retourner au pays pour passer à l'action, se rebellèrent dans les camps d'Angola. Chris Hani, en tant que numéro deux de l'état-major d'Umkhonto-we-Sizwe, fut

de ceux qui décidèrent de réprimer brutalement ces rebelles dont certains passèrent plusieurs années dans des prisons qui n'avaient pas grand-chose à envier à celles de l'Apartheid.

Partie prenante du compromis avec la bourgeoisie blanche

Après la légalisation de l'ANC et du PC, celui-ci eut à faire face à ceux qui, profitant de l'occasion, puis du prétexte de l'écroulement de l'URSS, s'achetèrent une respectabilité en rompant avec le PC et allèrent grossir les rangs de la tendance qui au sein de l'ANC voulait se débarrasser d'un allié devenu trop encombrant, voire d'un possible rival pour le partage des places dans le régime de l'après-Apartheid.

Dans ces luttes fractionnelles, il semble que le PC ait perdu quelques positions au sein des sphères dirigeantes de l'ANC. Mais la position prédominante qu'il occupe dans le mouvement natio-

naliste ne semble pas en avoir été sensiblement affectée. Surtout, il conserve le contrôle de COSATU, la principale centrale syndicale du pays, en partie il est vrai grâce à l'usage de méthodes toutes stalinienne pour se débarrasser de ses opposants les plus dangereux, en particulier sur sa gauche.

Ce qui est sûr, c'est que même au plus fort des attaques dont il était l'objet au sein des sphères dirigeantes de l'ANC, le PC n'a pas varié son cours et s'est bien gardé de se livrer à une quelconque surenchère. Jamais le PC ne semble avoir cherché par exemple à renforcer son influence, au détriment de celle des dirigeants non-communistes de l'ANC, en reprenant les critiques de nombre de jeunes militants vis-à-vis de Mandela, de sa politique d'apaisement envers les mesures répressives du régime ou de son appel à déposer les armes.

Cette prudence du PC n'est pas tant due au fait qu'il soit incapable d'un certain type de radicalisme - il l'a montré dans le passé. Mais tant que la situation ne l'impose pas, il ne veut sans doute pas prendre le risque de renforcer l'idée qu'il pourrait y avoir une voie "plus rapide" vers la fin de l'Apartheid, que celle des négociations en cours. Mais si une nouvelle radicalisation de la classe ouvrière se produisait, peut-être verrait-on de nouveau le PC jouer le rôle d'aile radicale de l'ANC, pour mieux contenir le prolétariat sur la voie étroite du nationalisme.

F. R.

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernière brochure parue :

- DE L'"AFFAIRE DE PANAMA" AUX "AFFAIRES" EN COURS : LES SCANDALES POLITICO-FINANCIERS, UNE LONGUE TRADITION...

(N° 55 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 29 janvier 1993.)

Prix : 10 F
Envoi contre 12 F en timbres.

USA

VERDICT PRUDENT À LOS ANGELES

C'est dans un climat de tension extrême que le jury de Los Angeles a rendu son verdict dans l'affaire Rodney King : deux des policiers ayant participé au tabassage de l'automobiliste noir ont été reconnus coupables de brutalité excessive, tandis que les deux autres ont été acquittés.

Il aura donc fallu six semaines de procès et une semaine de délibération pour que le jury rende ce verdict en demi-teinte. Cette longue attente n'était pas seulement justifiée par des problèmes de procédure, mais surtout par la peur de voir le verdict rallumer les émeutes qui avaient suivi, l'an dernier, le résultat du premier procès et fait 54 morts et plus d'un milliard de dollars de dégâts. Peur de jurés,

mais aussi de tous ceux qui étaient chargés de maintenir l'ordre dans la ville de Los Angeles, et au-delà de tout ce que l'Amérique compte de possédants petits, moyens ou grands.

Ainsi, alors que le jury avait déjà pris sa décision dès le vendredi 16 avril, les autorités lui auraient demandé de repousser l'annonce du résultat jusqu'au samedi afin de profiter de l'effet



Les émeutes de l'an dernier, après l'acquittement des policiers tabasseurs.



AFP



AFP

Cette année, les forces de police avaient montré les dents par avance...

démobilisateur du week-end. De même, alors que de nombreux officiels, politiciens et porteurs de soutane se mobilisaient pour souligner le caractère "équitable" de ce jugement et calmer les esprits dans la communauté noire, le chef de la police de Los Angeles annonçait que, par prudence, il maintiendrait quelques jours encore l'imposant dispositif anti-émeute (6 500 policiers et 650 soldats de la Garde Nationale, renforcés par des Marines spécialement entraînés aux actions de répression anti-émeutes) déployé dans les rues de la ville.

Car la bourgeoisie américaine et tous ceux qui sont chargés d'en défendre les intérêts ont

bien conscience de vivre sur une immense poudrière. Pas seulement parce que les minorités noire ou latino-américaine sont quotidiennement confrontées à l'arbitraire et au racisme de la police, et que, comme le soulignait Jesse Jackson, pour un cas comme celui de Rodney King, il y en a environ 4 700 autres par an dont on n'entend jamais parler.

C'est dans toutes les grandes villes américaines que les ghettos dans lesquels s'entassent des dizaines de millions de pauvres et d'exclus se multiplient. Des ghettos infestés par la drogue, les gangs et la criminalité, mais qui ne cessent de se développer avec l'extension du chômage et

de la pauvreté. Une pauvreté qui frappe bien sûr les Noirs (un tiers d'entre eux vivent en dessous de l'indice officiel de pauvreté), mais aussi des Latinos-Américains et même de plus en plus d'Américains blancs.

Alors, la bourgeoisie américaine craint que le moindre incident comme l'affaire Rodney King ne mette le feu aux poudres et provoque une explosion de violence. Et elle craint que cette violence, pour l'instant utilisée par les seuls gangs et délinquants, ne devienne le moyen d'expression d'une révolte plus large, politique et sociale, qu'elle n'est pas sûre alors de pouvoir endiguer.

Roger MEYNIER

La fin sanglante de la secte de Waco

Clinton n'a décidément pas de chance avec ses ministres de la Justice. La première, une femme magistrat, avait dû se démettre parce qu'elle employait du personnel de maison payé au noir, la seconde pourrait bien se retrouver sur la sellette à cause de la polémique déclenchée par l'assaut donné par le FBI au ranch de Waco où était retranchée la centaine de membres de la secte

de David Koresh.

En effet, c'est Juliet Reno, l'attorney général, et les experts du FBI présents sur place qui ont décidé d'en finir avec ce siège qui durait depuis sept semaines.

Le président Clinton avait demandé qu'il n'y ait pas de sang versé et que l'opération soit menée en douceur. C'est particulièrement raté puisque, selon un bilan provisoire, neuf personnes seulement auraient survécu à l'incendie déclenché par cet assaut dans lequel plus de quatre-vingts membres de la secte ont trouvé la mort.

Pour se tirer de ce mauvais pas, le FBI et le ministre dénon-

cent Koresh qui aurait ordonné l'incendie, une réaction selon eux imprévisible. Il n'est pourtant pas nécessaire d'être ni très expert, ni très psychologue, pour se rappeler le suicide collectif de la secte de Jones à Guyana, qui fit disparaître par le poison 923 personnes qui se sentaient menacées par les autorités. Or depuis des semaines, les habitants du ranch de Waco étaient soumis à une véritable guerre des nerfs de la part des autorités, censée entraîner, selon le FBI, leur reddition.

D'autre part, Koresh, dans son délire (ou son cinéma) mystique (il se présentait comme la réincarnation de Jésus), ne ces-

sait d'évoquer l'apocalypse et la purification par le feu, et ne faisait donc pas vraiment mystère de ses intentions.

Que les membres du FBI aient vraiment vu des membres de la secte mettre le feu en réponse à leur assaut, ou que ce soit eux-mêmes qui l'aient déclenché, le résultat revient à peu près au même. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que la hâte d'en finir a entraîné un sacré gâchis. Le FBI avait prévu véhicules blindés et gaz lacrymogènes, mais il n'y avait pas de pompiers sur place. Ils n'ont donc pu intervenir avant quarante minutes, autant dire trop tard car les bâtiments du

ranch étaient principalement en bois...

David Koresh était bien sûr un escroc cynique qui profitait de la crédulité de ceux qui lui faisaient confiance. En cela, il n'était guère différent de la plupart de ceux qui, aux Etats-Unis ou ailleurs, dirigent les sectes religieuses, quels que soient leur taille et leur degré de reconnaissance officielle. Mais force est de constater qu'aux yeux des experts de l'appareil d'Etat, paraît-il si sérieux et si responsables, la vie des hommes, des femmes et des 17 enfants n'a pas pesé plus lourd qu'aux yeux de l'escroc qui les subjuguait.

IRRADIÉS POUR LE PROFIT

Devant le tribunal correctionnel de Sarreguemines (Moselle), s'est ouvert le procès de plusieurs dirigeants de la société EBS, aujourd'hui appelée IB-Process, où en août 1991 trois ouvriers ont été gravement irradiés par un accélérateur de particules. Les inculpés risquent un an de prison et 20 000 F d'amende.

Avant de devenir "les irradiés de Forbach", les trois travailleurs étaient tous des intérimaires. Jean-Marc Bies fut le premier recruté par une agence de Manpower fin juin 1991. Ses deux autres compagnons, Giovanni Nespola et Daniel Leroy ont été embauchés respective-

ment les 1er et 6 août. Temporaires tous les deux également, ils ont dû travailler sur une machine particulièrement dangereuse : un accélérateur de particules. Jean-Marc Bies, après une formation de deux jours, est devenu chef d'équipe. Il fallait faire vite. La société EBS

récemment créée voulait débiter rapidement les opérations afin de rentabiliser ses investissements.

L'accident est survenu sûrement le 15 août. Ce jour-là la machine est tombée plusieurs fois en panne. Les manutentionnaires sont donc rentrés à l'intérieur de celle-ci pour la réparer. L'accélérateur a été arrêté, mais tout en restant sous tension. Cela réduisait nettement le délai d'immobilisation mais provoquait tout de même l'émission d'une radiation résiduelle dangereuse.

Les trois travailleurs, qui ne se doutaient de rien, ont été ainsi marqués à vie. Dans les jours qui suivirent ils ont d'abord ressenti des picotements au cuir chevelu, puis sont devenus anormalement "bronzés". Ils étaient irradiés après avoir été exposés à des radiations de 50 à 100 rems, quand un organisme ne tolère pas plus de 5 rems par an. L'un d'eux, qui est resté trente minutes dans l'accélérateur, a été brûlé au 2e et au 3e degré sur 60 % du corps.

Après le drame, et après un arrêt de la production de huit jours, la société EBS a repris ses activités avec trois nouveaux intérimaires. Finalement un inspecteur du travail a obtenu du tribunal, le 6 septem-

bre 1991, la fermeture temporaire de l'entreprise avant que la cour d'appel de Metz autorise la réouverture le 19 décembre suivant.

De plus, toujours selon un inspecteur du travail, la déclaration préalable à l'administration, obligatoire avant toute mise en service d'un tel matériel, n'avait pas été effectuée : EBS avait donc "un statut quasi clandestin".

Lors du premier jour du procès, l'avocat d'un des accusés a tenté d'incriminer l'ancien jeune chef d'équipe "pour faute professionnelle". Il s'agissait tout bonnement de transformer la victime en accusé. Le tribunal n'a pas suivi.

Pour rendre leur verdict les juges auront à répondre à plusieurs questions : Comment expliquer l'utilisation d'une main-d'œuvre non formée sur un tel équipement ? Pourquoi une limitation minimum des arrêts de réparation et de maintenance ? Comment expliquer la mise en service rapide de l'accélérateur alors que tous les contrôles préalables n'avaient pas été effectués ? Mais à toutes ces questions il n'y a qu'une seule réponse : la soif de profit et le je-m'en-foutisme de patrons toujours prêts à faire des économies avec la peau des ouvriers.

G.L.

Les mains brûlées de l'un des travailleurs irradiés.



AFP

Après la mort d'une voyageuse, il y a 6 ans LE PROCÈS D'UN "CONTRÔLE MUSCLÉ"



Six ans après, vendredi 23 avril 1993, deux contrôleurs de la banlieue parisienne, mis en examen après la mort d'une voyageuse, passeront enfin en jugement.

Le drame était survenu le 23 mars 1987, sur la ligne Gare de Lyon-Corbeil. Viviane Borderie, en possession d'une carte orange, était parfaitement en règle. Elle était intervenue en

faveur d'une jeune Zaïroise, malmenée par deux contrôleurs parce qu'elle voyageait en 1re classe avec un ticket de seconde. Les deux contrôleurs s'étaient alors retournés contre Viviane Borderie.

Les témoins ont raconté comment les contrôleurs l'avaient insultée, l'avaient séquestrée dans le wagon en l'empêchant physiquement de descendre à sa station habituelle de Grigny, puis à celle d'Evry-Courcouronnes où eut lieu le drame.

A la reconstitution des faits du 26 avril 1987, les témoins ont montré au juge le geste de l'un des contrôleurs, bras tendu, main à plat sur la poitrine de Viviane Borderie, la repoussant en arrière, hors du train. La jeune Zaïroise a maintenu inlassablement que les deux contrôleurs se tenaient de chaque côté de Viviane Borderie, devant la porte, et qu'elle avait vu un bras tendu. Et puis ce fut la chute de Viviane et sa mort entre le quai et le train qui redémarrait.

La nouvelle de la mort de Viviane Borderie avait soulevé une très vive émotion parmi ses collègues de l'hôpital Sainte-Anne, à Paris, où elle travaillait comme infirmière depuis quinze

ans. Aussitôt se créa le "Comité pour la vérité sur la mort de Viviane Borderie". Pendant plusieurs mois, avec son mari, plusieurs dizaines de ses collègues, aidés de quelques autres usagers de la ligne, diffusèrent des appels à témoins dans les gares et les trains.

C'est ce qui a permis de constituer un "dossier très éclairant", pour reprendre les termes de l'un des avocats. Pourtant, le 21 juin 1988, le juge d'instruction prononça un non-lieu. La famille fit bien sûr appel. C'est alors que la chambre d'accusation, saisie du dossier, cassa le non-lieu et décida l'inculpation des deux contrôleurs. Ces derniers allèrent en cassation mais l'inculpation fut maintenue. C'était une première victoire.

En effet, plusieurs affaires semblables sur la même ligne avaient auparavant été enterrées sans suite. Le Comité pour la vérité sur la mort de Viviane Borderie réussit d'ailleurs à cette occasion à faire ressortir l'affaire de la mort de Benjamin Tsila, survenue en juin 1986 et classée sans suite, et à obtenir une reconstitution des faits et une inculpation de contrôleur. Six ans après la mort de Viviane Borderie, le procès va

donc enfin se tenir. Le Comité s'est remobilisé. A l'hôpital Sainte-Anne, plusieurs dizaines de personnes se sont à nouveau réunies et organisées pour préparer le procès. Elles ont distribué des tracts, d'abord dans l'hôpital puis dans plusieurs gares SNCF.

Les usagers se montraient tout de suite intéressés et émus à la lecture du tract. Plusieurs ont raconté d'autres abus des contrôleurs. Certains ont exprimé leur intention de venir assister au procès. Des cheminots sont passés dire qu'ils ignoraient que ces deux contrôleurs allaient finalement être jugés et qu'ils désapprouvaient totalement leur comportement.

Le mari de Viviane Borderie et le Comité souhaitent qu'il y ait beaucoup de monde au procès, vendredi 23 avril à partir de 13 h 30 à la chambre 63 du Tribunal d'Evry. Ils veulent que les contrôleurs soient condamnés et dénoncent la responsabilité de la direction SNCF qui se montre prête à tout pour faire rentrer l'argent dans ses caisses, même à encourager et à couvrir les pires agissements.

Correspondant LO

**SGS-Thomson
Maxéville (région de Nancy)**

**100 000 francs d'aides
aux patrons
par emploi et par an**

En juillet 1984, le gouvernement Fabius annonçait à grand bruit l'implantation d'une usine Thomson à Maxéville, dans la banlieue de Nancy, qui devait produire des circuits intégrés et employer "dans une première tranche" 460 travailleurs. Devant ce projet d'usine à l'architecture futuriste dessinée par Roland Castro, la presse et les élus s'émerveillaient et parlaient

d'une "usine du troisième millénaire". Rien de moins !

On était alors en plein dans les vagues de licenciements dans la sidérurgie, et avec pas grand-chose il fallait faire de la mousse. On faisait moins de bruit sur les aides considérables que Thomson a reçues pour s'installer à Maxéville. D'abord la commune, située sur le canton de Pompey, site d'une usine sidérurgique en

train de disparaître, était dans une zone "d'exonération sociale". Et puis l'État et les collectivités locales firent un pont d'or à Thomson : le terrain fut aménagé aux frais du contribuable, puis revendu à Thomson par les pouvoirs publics bien moins cher que le prix auquel ils l'avaient acquis. Selon le journal *le Républicain Lorrain* du 27/10/1984, l'État aurait subventionné la création

de cette usine pour 420 millions de francs, sur un coût total de 800 millions. Rien que pour la construction du bâtiment de l'usine (qui comporte une "salle blanche" sans poussière) il y en aurait eu, selon *le Nouvel Économiste* du 4/12/1987, pour 320 millions de francs dont le quart, soit 80 millions, auraient été financés par les pouvoirs publics.

Pour Thomson ce n'était pas encore assez puisque, en décembre 1984, les travaux de construction à peine entamés étaient interrompus. La presse locale parlait d'un "moyen de pression de Thomson dans sa négociation avec le gouvernement". Finalement un accord fut trouvé (avec combien de millions supplémentaires ?), et le chantier redémarra.

Inaugurée en janvier 1986, l'usine Thomson, devenue SGS-Thomson puis travaillant en sous-traitance pour le groupe japonais OKI, n'employa jamais plus de 320 salariés et, comme c'était, paraît-il, la crise dans l'industrie des semi-conducteurs, ses effectifs se réduisirent bien vite : fin 1992 il ne restait plus que 105 travailleurs, sur les 460 emplois promis "dans une première tranche".

Début avril 1992, nouvel épisode : on nous rejoue la comédie des créations d'emplois. Ce coup-ci c'est un trust de Hong-Kong, QPL, qui par sa filiale ASAT se porte acquéreur de l'usine de Maxéville pour un montant dont le prix n'a pas été révélé. QPL, à son tour, promet de créer 400 emplois en 18 mois. Et rebelle, l'État finance. *L'Est Républicain* du 6 avril dernier fait les comptes : "Une aide directe de l'État de 10 millions de francs et indirecte de 50 millions sur cinq ans, 17 millions pour la formation, au total ces aides indirectes représentent un coup de pouce de 100 000 F par salarié pendant cinq ans". Et le ministre de l'Industrie, qui est aussi président de la région Lorraine, Gérard Longuet, d'affirmer : "On n'attrape pas les mouches avec du vinaigre". Des mouches qui ont des mâchoires de requins !

Thomson d'abord, QPL aujourd'hui, demain un autre : quand les capitalistes font des promesses de créations d'emplois, les pouvoirs publics allongent la monnaie. Et, à défaut de créer toujours des emplois, cela n'est pas perdu pour tout le monde.

Aéroport de Roissy

EMPLOI DES JEUNES AU RABAIS

A Roissy, il n'a pas fallu longtemps pour que le dernier cadeau de Bérégovoy aux patrons, les contrats Exojeunes, soit mis en application. En vue de l'ouverture d'un nouveau module, la société PSI, à qui Air France sous-traite l'entretien de l'aéroport, a embauché une dizaine de jeunes pour travailler 35 heures par semaine, au taux de 35 F de l'heure. Cela ne change pas grand-chose pour l'entreprise car les jeunes "à temps partiel" restent autant de temps que les autres (8 heures) sur le lieu de travail. Mais au lieu d'avoir une pause d'une demi-heure payée, il y a une heure de coupure non payée. Tout ça pour un salaire de 4000 F net le jour et 4 800 F la nuit.

Pour trouver des jeunes, PSI a eu recours à un organisme de recrutement qui a fait passer des tests psychotechniques (sans doute pour vérifier si nous savions balayer !) suivis d'un entretien pour juger de la "motivation" des candidats. En fait il s'agis-

sait surtout de trouver des jeunes "en galère" depuis des années et qui cherchent un emploi fixe.

Et pour faire avaler la pilule, PSI s'est attaché les services d'un "sociologue du travail", dont la fonction, selon ses dires, consiste à "aplanir les tensions sociales au sein d'une entreprise". Il a commencé par nous expliquer que nous n'étions pas des OS mais des techniciens, puis a poursuivi par des considérations sur les avantages relatifs des détergents acides et basiques, afin de montrer que le nettoyage était en réalité tout un art. "Artistes" ou "techniciens", il est seulement dommage que la paye reste celle de balayeurs... Ce pédagogue a ajouté que, bien sûr, c'est un peu frustrant de voir les avions partir aux quatre coins du monde quand on reste au sol, mais "qu'il ne faut pas s'inquiéter : si vous travaillez, vous aussi vous pourrez vous payer des voyages". C'est planant, non ?

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Île-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
 PRENOM :
 ADRESSE :
 CODE POSTAL et VILLE :
 COMPLEMENT D'ADRESSE :
 Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de :
 Règlement :
 - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
 - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

29, 30, 31 mai

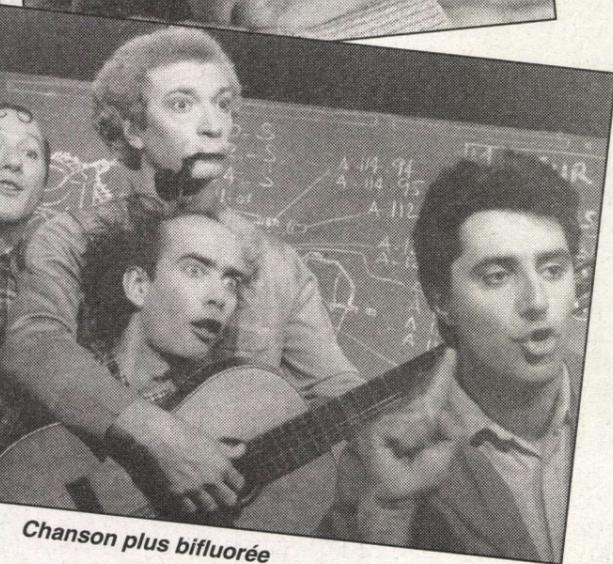
La fête



Xavier Lacouture



Pierre Perret



Chanson plus bifluorée

de Lutte Ouvrière

■ Pierre Perret, le groupe "Chanson plus bifluorée", Xavier Lacouture, Benoit Blue Boy (blues et musique cajun), Mademoiselle Swing, Geoffroy Oriema (chanson africaine), Gina et l'Orchestre (chanson et humour), l'auteur-compositeur suisse Sarcloret et la chanteuse Nathalie Dupuy... ainsi se précise le programme artistique de la prochaine fête de Lutte Ouvrière qui aura lieu, comme chaque année, dans le parc boisé de Presles (Val-d'Oise), à une trentaine de kilomètres de Paris, lors du long week-end de la Pentecôte, les 29, 30 et 31 mai.

Mais on trouvera, bien sûr, au cours de la fête de Lutte Ouvrière une foule d'autres spectacles, et aussi tout ce qui fait sa diversité : des forums de discussion, des débats, des expositions politiques, un chapiteau consacré à des expositions scientifiques, sans parler des nombreux jeux, des stands de nourriture en tous genres, de la librairie, etc.

Côté pratique, une navette d'autocars fonctionnera en permanence, durant les trois jours de la fête, pour permettre de s'y rendre sans problème à partir de Paris-Porte de la Chapelle. Les parents trouveront à la fête une crèche et une "Place aux jeunes" pour les enfants.

Tout cela est compris dans la carte d'entrée à la fête, qui ne coûte que 40 F pour tous ceux qui l'achètent à l'avance auprès de nos militants, ou en écrivant au journal. (Attention, elle coûtera plus cher, 60 F, si l'on se contente de l'acheter à l'entrée de la fête elle-même).

De la même façon, ceux qui se procureront à l'avance les "bons" d'achat de la fête disposeront ainsi lors de celle-ci d'une réduction de 20 % sur tous les prix. C'est notre façon de les remercier pour l'aide qu'ils nous apportent en faisant l'avance qui nous permet de préparer la fête.

Alors, il est plus que temps de réserver son week-end de Pentecôte et de se procurer bons et cartes d'entrée.

Et à tous, à bientôt pour se retrouver, tous ensemble, au cours de ce grand rassemblement annuel de notre tendance !

Fête de Lutte Ouvrière
ST-NAZAIRE

Samedi 1er mai
de 16 h à 24 h
Salle Jacques Brel

Voir

"Monsieur le député" avec Eddy Murphy

Le thème de ce nouveau film d'Eddy Murphy, malicieux et irrespectueux à souhait comme à l'accoutumée, peut se résumer ainsi. Prenez un "congressman" (député au Congrès américain) et grattez la syllabe du milieu. Qu'obtenez-vous ? Un "con-man", c'est-à-dire, en argot anglo-saxon, un faiseur d'embrouille.

Et voilà Murphy dans le rôle d'une petite fripouille sans envergure mais bien sympathique qui, sur la foi de cette révélation, s'introduit avec le spectateur dans ce royaume de la combine et de l'embrouille qu'est le Congrès américain, avec ses lobbies et autres groupes de pression et ses puissantes commissions parlementaires.

Évidemment notre héros, car il a

quand même sa morale à lui, ne tarde pas à être pris de vertige devant l'ampleur de la corruption de tous ces combinards de haut vol. Et il finit par mettre ses talents de faiseur d'embrouille au service de la bonne cause, celle des petites gens auxquelles il appartient. On n'en attendait pas moins...

Cette visite commentée dans les entrailles peu ragoûtantes de la libre et démocratique Amérique est hilarante et... des plus édifiante, traitée sur le ton de la fable mais pas si loin de la réalité. On souhaiterait que Murphy nous emmène bientôt dans des tribulations analogues, cette fois par exemple dans les coulisses nauséabondes du Palais Bourbon.

F. R.

Lire

"Hors limites" de Didier Daeninckx

Les banlieues, la misère, voilà le sujet du dernier livre de Didier Daeninckx. Qu'il évoque les jeunes d'une cité de Saint-Denis, les immigrés de la banlieue londonienne, ou les chômeurs du Nord de la France, il décrit effectivement des situations souvent "hors limites" du supportable.

Le monde dépeint est souvent très noir, mais au fond c'est celui que côtoient tous ceux qui travaillent, celui des cités et des banlieues, et la situation des personnages n'est parfois pas si loin de bien des existences réelles ; tout comme sont bien réalistes les policiers, détectives et riches bourgeois pas très reluisants de ses nouvelles.

Un petit livre qui se lit facilement et pas loin de la réalité.

N. M.

Hors limites, de Didier Daeninckx, Ed. Julliard, 100 F.

**Israël -
territoires
occupés**

CONFÉRENCE DE PAIX...

MAIS SITUATION DE GUERRE



Rabin et Moubarak.

La reprise des négociations israélo-arabes qui avait été initialement prévue pour le mardi 20 avril devrait être reportée au 26 du même mois à la demande de la délégation palestinienne. Celle-ci estime en effet que le gouvernement israélien, campant sur des positions de force, se doit de faire un geste concernant entre autre chose le retour des déportés.

La conférence de paix continue de piétiner. Inaugurée il y a dix-sept mois à Madrid, elle a été suspendue le 17 décembre 1992 lorsque le gouvernement israélien a expulsé au Liban plus de quatre cents Palestiniens. Depuis lors, et malgré une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant le retour immédiat de ces déportés, aucun progrès n'a été enregistré du côté du gouvernement Rabin.

Seules quelques vagues promesses ont été faites concernant l'établissement de listes d'amnistiés. Les autorités militaires israéliennes s'approprieraient paraît-il maintenant à publier les noms de cent un amnistiés autorisés à retourner chez eux. Le Premier ministre Rabin aurait également accepté de prendre l'engagement, auprès de son allié américain, de ne plus recourir à l'arme des expulsions "sauf dans des circonstances exceptionnelles", ce qui laisse évidemment la porte ouverte au bon vouloir des dirigeants israéliens.

Le problème des expulsés palestiniens ne se limite d'ailleurs pas aux quatre cents d'entre eux qui, depuis des mois, sont contraints de vivre dans des camps de toile. Depuis 1967, plus de mille deux cents autres Palestiniens ont été expulsés à vie, pour la plupart des militants de l'OLP.

Les exigences palestiniennes, si elles ont été finalement acceptées par les Etats arabes participant à la conférence, n'ont pas souri dans un premier temps à certains

d'entre eux, en particulier à la Syrie dont le ministre des Affaires étrangères a dénoncé "le cavalier seul de l'OLP". Mais en contrepoint les dirigeants palestiniens se méfient, eux, du gouvernement syrien qui pourrait être tenté de signer un traité de paix séparé avec Israël, en échange de la restitution à la Syrie du Golan occupé depuis 1967. Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois qu'un Etat arabe s'engagerait ainsi dans des pourparlers séparés avec Israël ; l'exemple de l'Egypte est là pour le rappeler. La prétendue solidarité arabe ou la solidarité toute relative des Etats arabes vis-à-vis des Palestiniens s'arrêtent aux intérêts respectifs des différents Etats.

Le processus de paix est donc pour l'heure bloqué, la balle étant principalement dans le camp israélien. Car c'est tout de même le gouvernement de Tel-Aviv, celui du travailliste Rabin au pouvoir depuis juin 1992, qui est à l'origine de la situation actuelle.

Face au soulèvement de la population des territoires occupés,

Rabin a répondu par la force. Les soldats ont reçu consigne de "tirer sans hésiter". Résultat : plus de mille Palestiniens ont été blessés par balle ou tués depuis le début de l'année.

Et puis les territoires occupés de Gaza et de Cisjordanie ont été totalement bouclés. Le ratissage des camps par l'armée s'y poursuit sans relâche. Le flot de voitures avec plaques minéralogiques bleues ou blanches (différentes des immatriculations israéliennes, afin de mieux les distinguer sans doute) qui chaque jour transportaient des dizaines de milliers de travailleurs respectivement de Cisjordanie et de Gaza, est quasiment interrompu. Seuls 5 000 Palestiniens, parmi les 70 000 qui avaient un emploi régulier et légal en Israël, ont pu reprendre le travail. Et la situation est maintenant telle que les patrons israéliens commencent à s'inquiéter du manque de main-d'oeuvre.

Entre Israël et les territoires occupés il n'y a, pour les dirigeants israéliens, pas de frontière. Ce qui

en principe est tout de même encore une frontière internationale est appelé simplement la "ligne verte". Mais aujourd'hui, comme chaque fois que la situation se tend un peu, force est de reconnaître qu'elle continue d'exister : la ligne est gardée militairement et ressemble aux limites d'un vaste camp de prisonniers, ou si l'on veut d'un ghetto... pour Palestiniens.

Alors, parler de paix, quand toute la population des territoires subit quotidiennement la répression militaire, est un non-sens. Lorsque le gouvernement Rabin est parvenu au pouvoir en remplacement de la coalition de droite, il y a un peu moins d'un an, il pouvait sembler incarner aux yeux de certains Israéliens un espoir de paix. On voit aujourd'hui ce qu'il en est. Rabin mène très exactement la même politique que ses prédécesseurs, en obligeant la population israélienne à poursuivre une guerre sans fin contre le peuple palestinien.

Georges LATTIER

Turquie

UZAL OU L'ENFANT BIEN NOURRI DE SA "MÈRE PATRIE"



Si une au moins des promesses électorales du Premier ministre turc Demirel a été réalisée, ce ne sera pas dû à sa volonté. Demirel avait en effet promis aux Turcs, avant son élection en octobre 1991, de les débarrasser du président de la République, Turgut Ozal, en engageant contre lui une procédure de destitution. Mais lorsqu'Ozal est mort subitement le 17 avril dernier, frappé par une crise cardiaque, le fait est qu'il se trouvait toujours à son poste et que Demirel "cohabitait" tranquillement avec son ennemi d'hier.

Ozal, qui avait fait ses premiers pas politiques dans les rangs de l'extrême-droite islamiste, avait dû son ascension au pouvoir au coup d'Etat militaire de septembre 1980. Les militaires ayant interdit d'activité tout le personnel politique précédent, il fallait des hommes et des partis ayant l'apparence du neuf. Devenu vice-Premier ministre du gouvernement militaire, Ozal lança donc un parti "indépendant". Ce fut l'ANAP,

le "parti de la mère-patrie", une "mère" dont il sut en effet bien se nourrir.

Lorsqu'aux élections de 1983 les militaires voulurent commencer à rendre progressivement au régime turc les apparences d'un régime "civil", l'ANAP eut l'insigne avantage d'être le seul autorisé. Cela valut à son promoteur de devenir alors Premier ministre, puis en 1987 président de la République. On peut dire d'Ozal qu'il fut tout à fait digne de cette place de Premier au sein du personnel politique turc, largement peuplé d'arrivistes sans scrupule. Il montrait en effet une belle persévérance à installer sa famille à toutes les places susceptibles d'être occupées, que ce soit dans les affaires ou au sein de son parti l'ANAP où il cherchait à propulser sa femme à la première place. Les scandales financiers auxquels la famille Ozal est mêlée défrayent depuis longtemps la chronique des journaux turcs, et ses enfants en particulier affichent une belle réussite !

A part cela, c'est sous le gouvernement Ozal que les effets de la prise du pouvoir des militaires sur les conditions de vie de la population se sont fait le plus sentir. Promoteur d'un libéralisme débridé au moment où la chape de la dictature paralysait encore les réactions ouvrières, il réussit en quelques années à diviser par deux le salaire réel des travailleurs turcs, déjà pourtant pas bien élevé. On comprend que dans les conditions de misère auxquelles Ozal avait ainsi contribué à réduire une bonne partie des couches populaires, les frasques et l'enrichissement éhonté de sa famille n'aient pas eu très bonne presse.

Turgut Ozal a bien sûr eu droit aux funérailles nationales, aux hommages de la République turque et aux témoignages hypocrites de respect de la part des hommes politiques de son pays et d'ailleurs. Mais on ne l'aura sans doute pas beaucoup pleuré dans les bidonvilles d'Istanbul.